Lettre ouverte à Sophie Chatel, députée, sur Gaza

Le 12 novembre 2026

Une crise humanitaire causée par la politique, pas par la météo

Madame Chatel,

La fin de semaine dernière, la première tempête hivernale a inondé les familles qui vivent dans environ 70 000 tentes à Gaza. Les enfants, femmes enceintes et personnes âgées essaient tous de survivre dans des eaux de crue glacées. À Deir el-Balah, une berge de sable s'est effondrée sur une tente qui abritait des personnes déplacées. Quatre enfants et une femme ont été tués.

Il ne s'agissait pas simplement du mauvais temps. À Gaza, près de 2 millions de personnes vivent dans des tentes et des ruines. Selon l'ONU, 294 250 familles ont besoin d'une aide d'urgence en matière d'abris cet hiver, et les fournitures disponibles ne peuvent aider partiellement seulement 18 % d'entre elles. Les tentes, bâches et trousses d'abri sont bloquées aux frontières de Gaza parce que les autorités israéliennes en restreignent et en retardent l'entrée. Nous vous rappelons que les personnes qui endurent cette catastrophe subissent depuis plus de trois ans les conséquences d'un génocide perpétré contre elles. Elles sont déjà mal nourries, sans logis et malades; elles meurent de maladies et des tueries que les forces d'occupation israéliennes continuent de commettre malgré le « cessez-le-feu » déclaré.

Qui nous sommes

Nous sommes des électrices et électeurs de votre circonscription, dans les collines de la Gatineau. Nous avons consacré nos carrières à l'aide humanitaire et au développement international, notamment à des postes de direction au sein du Mouvement international de la Croix-Rouge et d'organismes d'aide canadiens.

Nous savons ce qu'une intervention humanitaire organisée peut accomplir. Nous savons aussi à quoi ressemblent les crises d'urgence lorsque les gouvernements décident de ne pas agir.

Une catastrophe annoncée

En juin 2025, certains d'entre nous avons rejoint 412 juristes, universitaires, ex-diplomates et leaders humanitaires pour signer une lettre ouverte au premier ministre Carney. Nous exhortions le Canada à exiger un plein accès humanitaire, à presser Israël de lever son interdiction visant l'UNRWA et à imposer de réelles conséquences si l'aide demeurait bloquée, notamment un embargo dans les deux sens sur les armes et la fin du libre-échange avec Israël. Le premier ministre avait déjà promis « d'autres mesures concrètes » si Israël continuait de restreindre l'aide. Israël continue de restreindre l'aide. Et le Canada n'a pris aucune mesure concrète en réponse.

Au lieu de cela, dix-sept mois de déclarations sans conséquences se sont écoulés. Si le Canada avait agi à ce moment-là, des vies auraient pu être sauvées, et les familles de Gaza affronteraient cet hiver moins affamées, moins malades et moins exposées. Notre gouvernement ne reflète pas l'opinion de la

majorité de la population canadienne. En août 2025, près des deux tiers des Canadiennes et des Canadiens qualifiaient la situation à Gaza de « scandale moral ».

L'insupportable silence d'Ottawa

Depuis la tempête, nous n'avons trouvé aucune déclaration du premier ministre, de la ministre Anand ni d'Affaires mondiales Canada. Pourtant, Ottawa savait que cela arriverait. En décembre dernier, le Canada et neuf autres pays prévenaient que les populations civiles de Gaza faisaient face à des « conditions épouvantables » à l'approche de l'hiver.

Cette semaine, le Royaume-Uni rallie une cinquantaine de pays derrière un appel demandant à Israël d'assouplir les restrictions sur les fournitures avant l'hiver. Le Canada n'a pas encore indiqué s'il s'y joindra.

La position publique du gouvernement canadien est que le Canada ne contrôle pas les événements à Gaza. Ce n'est pas une réponse, pour trois raisons :

1. **Le Canada soutient le gouvernement responsable.** Le Canada a exporté près de 14,7 millions de dollars en biens et en technologies militaires vers Israël en 2025. En mars, la Chambre des communes a rejeté le projet de loi C-233, qui aurait fermé la voie permettant à des pièces militaires canadiennes d'atteindre Israël en passant par les États-Unis. L'Accord de libre-échange Canada-Israël demeure en vigueur.
2. **Le Canada n'a pas utilisé les outils qu'il contrôle.** Nos sanctions visent des colons à titre individuel, et non l'État israélien. Nos mesures commerciales touchent les produits des colonies, et non le commerce avec Israël.
3. **Le Canada n'a pas pris la tête de l'intervention humanitaire.** Sur les 100 millions de dollars annoncés par le premier ministre à l'ONU en septembre 2026, 20 millions sont allés à des initiatives de sécurité, notamment la formation de policiers. Un dollar sur cinq n'a été destiné ni à la nourriture ni aux abris, mais au maintien de l'ordre.

Une obligation juridique, pas un choix

En janvier 2024, la Cour internationale de Justice a conclu à l'existence d'un risque plausible de génocide à Gaza. Elle a ordonné à Israël de permettre la fourniture des services de base et de l'aide humanitaire requis de toute urgence. Bloquer des tentes pendant que des enfants dorment dans l'eau des inondations, c'est tout le contraire de ce que la Cour a ordonné.

Depuis, la Commission d'enquête internationale indépendante du Conseil des droits de l'homme de l'ONU sur le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et Israël a conclu qu'Israël commet un génocide contre les Palestiniens de Gaza. Amnistie internationale et Human Rights Watch ont également conclu qu'Israël a commis des actes constitutifs de génocide.

Le Canada est partie à la Convention sur le génocide. Selon l'arrêt rendu par la Cour en 2007 dans l'affaire Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro, **l'obligation de prévenir le génocide naît dès qu'un État apprend l'existence d'un risque sérieux**. Elle exige de chaque État qu'il mette en œuvre tous

les moyens qui sont raisonnablement à sa disposition. La question n'est pas à savoir si le Canada contrôle Gaza, mais s'il a usé de son influence. Il ne l'a pas fait.

Le gouvernement affirme qu'il attendra le jugement définitif de la Cour. La Convention ne permet pas aux États d'attendre. Une prévention qui arrive après coup n'est pas de la prévention.

Ce que nous demandons

En 2025, le premier ministre lui-même a déclaré que refuser l'aide humanitaire viole le droit international. Nous demandons au gouvernement de joindre le geste à la parole :

1. Se joindre immédiatement à l'appel lancé par le Royaume-Uni pour qu'Israël ouvre Gaza aux abris et aux fournitures d'hiver.
2. Consacrer entièrement la prochaine contribution du Canada à l'aide humanitaire, avec une ampleur suffisante pour faire une différence, en donnant la priorité aux abris et à la nourriture.
3. Imposer un embargo complet et bidirectionnel sur les armes, y compris sur les pièces canadiennes acheminées par les États-Unis.
4. Suspendre l'Accord de libre-échange Canada-Israël et sanctionner les responsables du blocage de l'aide.

Et nous vous demandons quelque chose, Madame Chatel. Depuis près de trois ans, Hills for Peace and Justice vous écrit chaque semaine, sans exception, pour solliciter une rencontre. Nous nous sommes rendus deux fois à votre bureau de circonscription du Plateau. Plusieurs d'entre nous vous ont aussi écrit individuellement. Vous avez consulté de nombreuses voix dans la circonscription, mais vous ne nous avez jamais rencontrés.

Nous vous demandons de nous rencontrer dans les prochains jours. Nous vous invitons à vous joindre à vos électrices et électeurs un vendredi prochain, à 17 h 30, pour la vigile hebdomadaire sur la promenade de Wakefield. Nous vous demandons également de prendre publiquement position sur Gaza et de porter ces demandes auprès de votre caucus et, en particulier, des ministres des Affaires étrangères, du Commerce international et de la Défense nationale, ainsi que du premier ministre.

Les familles de Gaza ne peuvent pas attendre la prochaine déclaration de préoccupation. Nous non plus.

Veuillez agréer, Madame Chatel, l'expression de nos salutations distinguées.

Signataires

Les titres ne sont indiqués qu'à des fins d'identification.

Susan Johnson

Ancienne secrétaire générale adjointe, Croix-Rouge canadienne

Ancienne représentante permanente auprès des Nations Unies, Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

Chelsea

Molly Kane

Ancienne directrice générale, Inter Pares

Ancienne présidente du conseil d'administration international, ACORD (Agency for Cooperation and Research in Development)

Cantley

Rink de Lange

Ancien spécialiste en eau et assainissement

Médecins Sans Frontières

Sainte-Cécile-de-Masham

Leanne Olson

Ancienne gestionnaire en soins de santé, infirmière autorisée, B. Sc. inf.

Croix-Rouge et MSF

Sainte-Cécile-de-Masham

Jim McKinnon

Ancien gestionnaire de programmes internationaux, Oxfam Canada

Chelsea

Firoze Manji

Ancien directeur du programme Afrique, Amnistie internationale

Ancien chef de la direction, Fondation Aga Khan (Royaume-Uni)

Ancien représentant régional pour la santé en Afrique orientale et australe, CRDI

Cantley

Susan Walsh

Ancienne directrice générale, USC Canada

La Pêche

Pat Mooney

Ancien directeur général, ETC Group

La Pêche

Lise Latrémouille

Ancienne directrice générale, Inter Pares

Ancienne directrice des programmes internationaux, USC Canada

Cantley

Doug MacDonald

Ancien cadre supérieur, Croix-Rouge Moyen-Orient et Afrique du Nord, et Asie-Pacifique

Wakefield

c. c. :

Le très honorable Mark Carney, premier ministre du Canada
L'honorable Anita Anand, ministre des Affaires étrangères
L'honorable Maninder Sidhu, ministre du Commerce international
L'honorable David J. McGuinty, ministre de la Défense nationale
Ilse Turnsen, Hills for Peace and Justice

Sources

La plupart des sources sont en anglais.

- Al Jazeera : les autorités de Gaza dénoncent l'inaction mondiale après un glissement de terrain (9 nov. 2026)
- Al Jazeera : des dizaines de milliers de personnes sans abri après les inondations (8 nov. 2026)
- HNGN : données de l'ONU sur les abris pour la saison des pluies (7 nov. 2026)
- OCHA : rapport de situation humanitaire (5 nov. 2026)
- Times of Israel : le Royaume-Uni rallie des pays pour l'accès humanitaire cet hiver (8 nov. 2026)
- Affaires mondiales Canada : déclaration commune sur l'intervention humanitaire à Gaza (30 déc. 2025)
- Affaires mondiales Canada : la réponse du Canada à la crise
- CBC : le Canada promet 100 M$ pour la Palestine à l'Assemblée générale de l'ONU (22 sept. 2026)
- CBC : Carney qualifie le refus de l'aide de violation du droit international
- Lettre ouverte au premier ministre Carney, 9 juin 2025, 412 signataires (Lawyers' Rights Watch Canada)
- Déclaration commune des dirigeants du Canada, du Royaume-Uni et de la France sur Gaza (19 mai 2025)
- Institut Angus Reid : les Canadiens, Israël et Gaza (août 2025)
- Commission d'enquête de l'ONU : rapport sur le génocide à Gaza (16 sept. 2025)
- The New Arab : conclusions d'Amnistie internationale et de Human Rights Watch sur le génocide (déc. 2024)
- Al-Monitor : Human Rights Watch conclut à des actes de génocide liés à la privation d'eau (déc. 2024)
- Wikipédia : reconnaissance du génocide à Gaza (position du Canada)